

Les services publics gravement menacés

ILS VEULENT

TOUT

CASSER !

Fin de l'indépendance de
l'inspection du travail

Mise en concurrence des
établissements de soins au
profit des cliniques privées

Suppression massive
de postes
d'enseignants et
d'heures de cours

Fermeture de tribunaux
de proximité

Augmentation des
impôts locaux suite
aux transferts de
charges de l'Etat vers
les collectivités

Privatisations en
pagaïlle à
l'Équipement,
l'Agriculture, Services
Vétérinaires...

Suppression des
services du
ministère de la santé
(DDASS)

Fusions et
fermetures de
services dans les
finances

Transformation
du statut de
l'hôpital public
en EPIC
(Établissement
Public à
Caractère
Industriel et
Commercial)

Qui va gagner des milliards sur votre dos ?

Présentée comme le seul moyen de résorber un déficit accusé de tous les maux, la réforme de l'Etat et ses prolongements chez les hospitaliers et les territoriaux, se donne comme objectif, selon la commission des finances du Sénat, de réduire de 14,2 milliards d'ici 2012 les moyens de fonctionnement des administrations de l'Etat, c'est-à-dire à peu près le montant du paquet fiscal de 15 milliards offert aux plus fortunés du pays il y a quelques mois ! Les services de l'Etat seraient amputés de 200.000 postes, l'hôpital de 20.000. Le 4 avril 2008, le Président a annoncé une tranche immédiate de 7 milliards de coupe budgétaire, laissant à son ministre du budget le soin d'en annoncer une deuxième de 5 milliards dès le lendemain !

Avec les enseignants, les hospitaliers, les territoriaux, avec tous les fonctionnaires, défendez le service public !

Vous avez aimé « l'augmentation du pouvoir d'achat » ? Vous allez adorer « la modernisation des services publics » !



TRAVAIL / EMPLOI

Fermeture de services, intégration partielle dans les préfectures, régionalisation de l'Inspection du travail, suppression de son niveau départemental, atteinte à son indépendance, suppression du service des renseignements remplacé par une plate-forme téléphonique, suppression de postes, glissement des postes statutaires vers des contrats précaires



JUSTICE

Fermeture de tribunaux de proximité (La Mure, Saint-Marcellin, Bourgoin-Jallieu), éloignement des justiciables, privatisation de certains contentieux comme le divorce, abandon de la justice spécialisée de protection des mineurs en danger, démantèlement du service public de la justice.



EQUIPEMENT / AGRICULTURE

Fusion des DDE et DDA avec perte des missions d'études techniques et d'assistance aux collectivités locales. Création d'agences, privatisation de missions (gestion des routes nationales avec risques de redevances ou péages, permis de conduire ou de construire), recul de la présence territoriale et technique de l'Etat (déjà amputée par la suppression des subdivisions). Privatisations des missions des services vétérinaires qui contrôlent la qualité de notre alimentation.

HÔPITAL

Recomposition hospitalière, c'est-à-dire, restriction budgétaire avec la suppression de 20.000 postes, accélération des privatisations, fermeture de services et d'établissements, fragilisation financière programmée de l'hôpital public, recrutement de managers pour diriger les hôpitaux, transformation des CHU en EPIC (Etablissement Public Industriel et Commercial).



EDUCATION / CULTURE

Suppression de la carte scolaire, suppression de postes, polyvalence forcée des enseignants, culture du résultat en se basant sur des évaluations parfois hasardeuses, quantitatives et non qualitatives, mise en concurrence les établissements et des enseignants, désengagement de l'Etat dans la gestion des musées nationaux, privatisation / filialisation de certaines activités des musées.



SANTÉ

Suppression des DDASS (services du ministère de la santé) remplacées par des Agences Régionales de Santé (ARS) au service des cliniques commerciales, fin de l'approche globale entre sanitaire et social des politiques de solidarité, financement de la prévention par des fonds privés dont l'industrie pharmaceutique (Rapport Attali), fermeture de pharmacies, réduction de la couverture Sécurité Sociale visant l'entrée massive des assurances dans le champ de la protection sociale....

ANPE – UNEDIC

Soumission au droit privé des agents de l'ANPE, fermetures de services, confusion entre aide au placement des privés d'emploi et contrôle des prestations, soumission de l'activité des services aux politiques patronales.

FINANCES

Suppressions de postes, mobilité forcée, fermeture de services, fermeture de trésoreries conduisant à la confusion entre le recouvrement et le calcul de l'assiette, concentration des contrôles sur les salariés au détriment de la lutte contre la fraude fiscale chez les plus fortunés, mise en œuvre d'une RGPO (revue générale des prélèvements obligatoires) qui vise à alléger l'impôt sur les sociétés et à supprimer des impôts sur les PME.



ENSEMBLE DEFENDONS LES SERVICES PUBLICS

Faites circuler ces informations autour de vous